

La bancarisation et l'inclusion financière dans la politique économique de Cuba



Par Maritza Gutiérrez

La ligne directrice 34 de la politique économique et sociale de l'État cubain jusqu'en 2026 établit la promotion du développement du système de paiement et l'intensification d'une stratégie d'inclusion financière, avec une priorité donnée à la pénétration bancaire, qui promeut une infrastructure moderne de canaux de paiement électronique, basée sur une éducation financière efficace.

C'est la question que nous abordons aujourd'hui, compte tenu de la résolution 111 de la BCC (Banque Centrale de Cuba), qui propose une infrastructure moderne de canaux de paiement électronique, basée sur une éducation financière efficace. 111 de la BCC, qui propose d'accélérer le processus de pénétration bancaire dans le pays. Il est clair qu'il ne s'agit pas d'un événement circonstanciel, mais d'une politique.

Le fait est que depuis 2000, avec l'introduction des distributeurs automatiques de billets, Cuba a fait ses premiers pas dans le processus de bancarisation des transactions financières. En 2019, seulement un peu plus de 11 % des transactions financières ont été réalisées par voie électronique, et en 2022, ce chiffre a dépassé 63 %, avec plus de 200 millions de transactions.

Contexte actuel

Il est de fait que l'utilisation de l'argent liquide par le secteur non étatique et l'intégration de nouveaux acteurs dans l'économie ont conduit à son utilisation intensive dans les transactions économiques et financières. Le maintien de la préférence pour l'argent liquide comme instrument de paiement a généré des coûts élevés pour le pays et a entraîné une baisse des niveaux de bancarisation et d'inclusion, de manière contradictoire, à un moment où l'État encourage l'utilisation de moyens de paiement électroniques.

Par conséquent, la nouvelle réglementation approuvée par la BCC vise à accélérer le processus de bancarisation afin de réorganiser les flux financiers. Il s'agit de la réponse stratégique du système bancaire, qui nous mettra en conformité avec les pratiques internationales et correspond à l'inclusion financière, un élément qui facilite la réalisation de 7 des 17 Objectifs de développement durable, tels que reconnus par la Banque mondiale et d'autres institutions internationales.

Aujourd'hui, Cuba met en œuvre des actions pour que les citoyens et les acteurs économiques comprennent et rejoignent progressivement ce processus, dans le cadre d'un dialogue axé sur la transparence et la légalité, comme l'a exprimé le vice-président de la BCC, Alberto Quiñones, lorsqu'il a rappelé que nous sommes confrontés à une réglementation émise par la Banque centrale avec tous ses pouvoirs, avec une série d'aspects réglementés dans l'activité financière sur l'utilisation des comptes bancaires des personnes d'une manière efficace, sûre et légale.

Les termes "inclusion financière" et "bancarisation" sont souvent utilisés de manière interchangeable, mais ils ne sont pas exactement les mêmes. L'inclusion bancaire vise à permettre à tous les acteurs d'une économie d'accéder aux services bancaires et financiers, la possession d'un compte bancaire étant une condition nécessaire mais non suffisante. Les transactions bancaires sont effectuées par l'intermédiaire d'institutions bancaires et financières formelles et légales, qui sont soumises à une réglementation et à un contrôle stricts. Cela implique l'utilisation de cartes, de transferts électroniques, de paiements en ligne et d'autres méthodes de paiement.

D'autre part, les piliers de l'inclusion financière sont : l'accès, l'utilisation et la qualité. L'accès est la capacité d'accéder en temps voulu et à un prix abordable aux produits et services offerts par les institutions formelles. L'utilisation est la profondeur ou le degré d'utilisation des produits et services financiers, et la qualité est le degré de satisfaction du client.

Depuis 2010, plus de 55 pays ont signé des engagements relatifs à l'inclusion financière et plus de 60 pays ont mis en œuvre ou sont en train d'élaborer une stratégie nationale d'inclusion financière.

Aujourd'hui, Cuba dispose d'une stratégie nationale d'éducation financière (ENEF) qui comprend déjà des actions contribuant à l'objectif de pénétration bancaire et le pays adapte une pratique internationale à ses conditions.

Alberto Quiñones, vice-président de la BCC, a déclaré à la télévision nationale qu'une pratique internationale est en train d'être mise en place sur la manière dont ces transactions sont effectuées, et a réitéré que l'inclusion financière est complexe dans le monde d'aujourd'hui et qu'elle est gérée par les gouvernements, parce que toutes les banques n'acceptent pas tous les clients et que, par conséquent, dans le processus d'inclusion financière, les gouvernements sont obligés d'établir des politiques qui dépendent de chaque pays. Et à Cuba, malgré toutes ses limitations, mais avec ses opportunités, les banques sont ouvertes à tous les citoyens et à tous les acteurs économiques.

Comme cela a été répété, le succès de ces actions ne dépend pas seulement du Système Bancaire et Financier (SBF), mais aussi de la correction des causes qui encouragent les acteurs économiques à recourir aux espaces informels et à continuer à utiliser l'argent liquide, ce qui représente un défi majeur pour le pays.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/331903-la-bancarisation-et-linclusion-financiere-dans-la-politique-economique-de-cuba>



Radio Habana Cuba